

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°549 – 2 août 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Zoom sur le système bancaire **de l'UEMOA** en 2023

Le Rapport annuel 2023 de la Commission Bancaire de l'UEMOA souligne une fois de plus les bonnes performances du système de bancaire de la zone au cours de l'année écoulée, bien qu'ayant évolué dans un contexte marqué particulièrement par un ralentissement de l'inflation et la poursuite du relèvement des taux directeurs de la BCEAO.

Le total bilan des établissements de crédits atteint la barre des 100 Mds EUR

A fin 2023, le nombre d'établissements de crédit agréés dans l'UEMOA a augmenté de 3 unités pour s'établir à 160. Toutefois, ceux en activité étaient au nombre de 158 (133 banques et 25 établissements financiers). Le total de bilan des établissements en activité est ressorti à 65 921 Mds FCFA (100,5 Mds EUR), en hausse de 2,9% par rapport à 2021. Sur cette base, le secteur bancaire ivoirien demeure le plus important de la zone avec 33,7% de part de marché (en termes de total de bilan) et 32 établissements agréés. Il est suivi par celui du Sénégal avec 19,5% de part de marché et 33 établissements agréés. En outre, l'effectif des groupes bancaires opérant dans l'Union est demeuré à 34 en 2023. Ceux-ci détiennent 72,9% des banques en activité et cumulent 82,9% des actifs bancaires. Les plus importants sont Ecobank (9,5% des actifs, contre 10% en 2022), Société Générale (8,9%, contre 9,1% en 2022) et Coris (8,8% contre 8,7% en 2022).

Une bonne dynamique des crédits tandis que les dépôts ont faiblement évolué

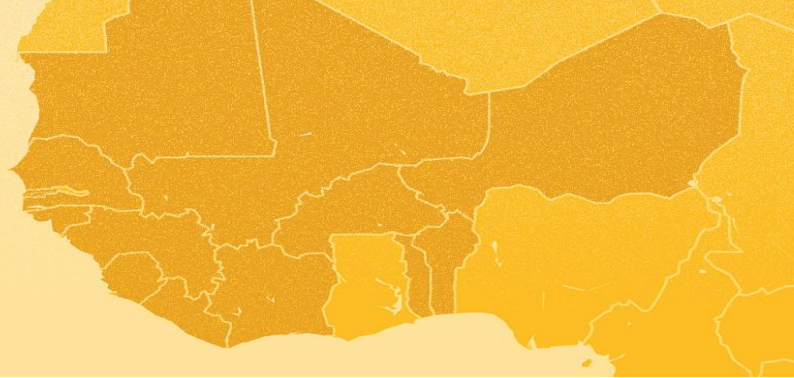
Les crédits à la clientèle, nets des provisions, se sont accrus de 7,8%, pour atteindre 35 264 Mds FCFA (53,8 Mds EUR) à fin 2023. Ils sont constitués principalement par les crédits à court terme (53,8%) et les crédits à moyen terme (41,9%), et en grande partie concentrés dans les branches "Commerces, restaurants et hôtels" (29%) et "Services à la collectivité et services sociaux" (22%). La croissance des crédits a été plus dynamique au Bénin (+17,6%) et en Guinée-Bissau (+13,3%). S'agissant des dépôts et emprunts, ils ont progressé de 3% pour s'établir à 45 054,1 Mds FCFA (68,7 Mds EUR) à fin 2023. Cette hausse est plus prononcée au Bénin (+10,9%) et en Guinée-Bissau (+11%).

Une bonne progression de la rentabilité

Le Produit Net Bancaire (PNB) de l'ensemble des établissements de crédit a augmenté de 10% pour s'établir à 3 354 Mds FCFA (5,1 Mds EUR) en 2023. Le coefficient net d'exploitation, mesurant le niveau d'absorption du PNB par les frais généraux, est ressorti à 56,3% en 2023, en baisse de 3,2 points de

Le chiffre à retenir
100,5 Mds EUR

Le total bilan des établissements de
crédit de l'UEMOA en 2023,
soit 54,6% du PIB



pourcentage par rapport à 2022. Quant au **résultat net global**, il a **augmenté de 18,9%** pour atteindre **1 153,3 Mds FCFA (1,8 Md EUR)**, soit un **rendement des capitaux propres de 18,4%**. Le résultat net global demeure en grande partie porté par le secteur bancaire ivoirien dont la part se situe à 48,3% en 2023 ; toutefois, les secteurs bancaires béninois et sénégalais ont enregistré les plus fortes croissances relatives, soit +41,9% et +41,4% respectivement.

Une amélioration continue de la solidité financière

Les **taux brut et net de dégradation du portefeuille**, bien que satisfaisants, ont connu des évolutions contrastées : ils se sont établis respectivement à **8,5%** et **3,7%** en 2023, contre 8,8% et 3,3% en 2022. Les taux de dégradation bruts les plus élevés ont été enregistrés au Niger (23,5%) et en Guinée-Bissau (13,2%). Le **ratio moyen de solvabilité global des établissements de crédit de l'Union est ressorti à 14,1% en 2023**, contre 13,6% en 2022 et au-dessus de la norme minimale de 11,5%. A l'exception de la Guinée-Bissau et du Togo, toutes les autres places bancaires se trouvaient au-dessus de cette norme.

Statistiques sur les établissements de crédit en activité de l'UEMOA en 2023

Pays	Effectif (agrées)	Total bilan (Mds FCFA)	Résultat net (Mds FCFA)	Crédits (Mds FCFA)	Dépôts (Mds FCFA)	TBDP ¹	Ratio moyen de solvabilité
Benin	15	6 418,5 (+8,3%)	90,6 (+41,9%)	3 091,4 (+17,6%)	4 294,6 (+10,9%)	4,8% (-2,3 pp)	16,4%
Burkina Faso	20	9 111,4 (-1,8%)	142 (+1,9%)	4 760 (+1,9%)	5 958,9 (-0,9%)	7,6% (+1,4 pp)	14,2%
Cote d'Ivoire	32	22 183,3 (+3,5%)	556,8 (+21%)	12 096,2 (+9,6%)	16 106,6 (+3,4%)	6,9% (-0,8 pp)	13,7%
Guinée-Bissau	6	452,6 (-7,6%)	7,6 (-3,4%)	217,3 (+13,3%)	268,1 (+11%)	13,2% (+4,8 pp)	-18,5%
Mali	17	7 567,3 (+3,2%)	85,7 (-5,6%)	3 928,5 (+2,8%)	4 698,9 (+1,7%)	12,4% (+1,1 pp)	15,6%
Niger	20	2 511,6 (-4,5%)	19,4 (-20%)	1 316,7 (-7,8%)	1 513,7 (-7,1%)	23,5% (+6,4 pp)	14,5%
Sénégal	33	12 853,1 (+5,2%)	209,9 (+41,4%)	7 651,6 (+12,2%)	8 985,5 (+3,7%)	8,7% (-1,1 pp)	15,4%
Togo	17	4 823,4 (+1,8%)	41,3 (+16,4%)	2 202,3 (+3,9%)	3 227,7 (+3,1%)	7,5% (-1 pp)	8,3%
UEMOA	160	65 921,3 (+2,9%)	1 153,3 (+18,9%)	35 264 (+7,8%)	45 054,1 (+3%)	8,5% (-0,3 pp)	14,1%

¹Taux brut de dégradation du portefeuille de crédits

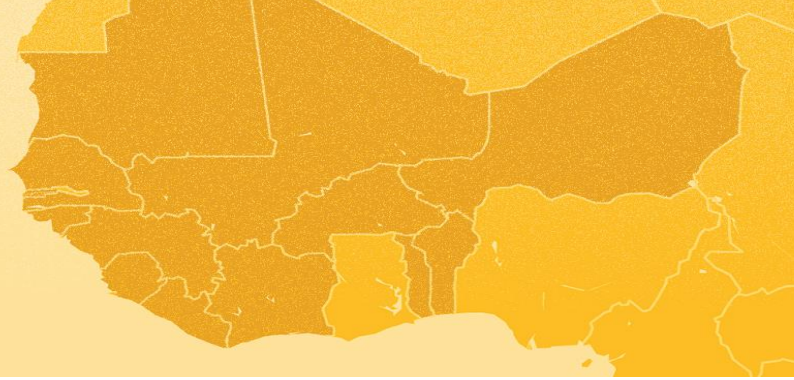
²Ce niveau du ratio en Guinée-Bissau est lié à la situation d'un établissement dont les fonds propres sont négatifs avec un poids important sur la place bancaire nationale.

Régional

Bonne dynamique de l'activité économique dans l'UEMOA en juin 2024

Selon le [bulletin mensuel des statistiques de juin 2024](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité de l'UEMOA ont maintenu leur dynamique haussière au cours du mois sous revue. La production industrielle a augmenté de 7,1% en glissement annuel (g.a.) et les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et les services marchands ont augmenté respectivement de 2,2% et 5,2% en g.a. En

outre, l'indicateur du climat des affaires dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprise sur la conjoncture, a légèrement augmenté en moyenne, soit +0,8 point en g.a., reflétant principalement les améliorations des scores du Sénégal (+2,1 en g.a.) et du Togo (+2 en g.a.), atténuées par les diminutions des scores de la Guinée-Bissau (-1,2), du Bénin (-0,2) et du Niger (-0,4). Enfin, le taux d'inflation dans l'UEMOA s'est établi à 4,4% en g.a. en juin 2024, contre 4,3% le mois précédent. Ce niveau d'inflation est principalement porté par l'accélération des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution +3,2 points de pourcentage).



Accord entre l'Etat béninois et SG pour la cession de SG Bénin ainsi que sa succursale au Togo

Le 30 juillet 2024, le gouvernement béninois et le groupe Société Générale [ont signé](#) un accord pour la cession des parts (93,43%) du groupe dans Société Générale Bénin – incluant la succursale togolaise – à l'Etat béninois. Cette cession pourrait faire de la SG Bénin la deuxième banque publique de la place, avec la BIIC (Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce). Le rachat devrait être effectif au premier semestre 2025. Il est toutefois soumis à l'approbation au préalable des instances de gouvernance des entités, aux conditions suspensives usuelles ainsi qu'à la validation des différentes autorités compétentes.

Bénin

Accord du gouvernement pour la signature d'une convention pour l'exploitation de ressources minières

Le [Conseil des ministres du 31 juillet 2024](#) s'est prononcé en faveur de la signature d'une convention pour l'exploitation de ressources minières, en vue du fonctionnement d'une usine de fabrication de carreaux de céramique. Les ressources minérales concernées sont notamment les gisements d'argile des communes de Kétou et Zogbodomey, ainsi que ceux de granite de Djidja, dans le sud du Bénin. Elles serviront notamment de matières premières à la société Afrikan Ceramics Solutions qui est implantée dans la Zone de Développement industriel de Glo-Djigbé.

MTN Bénin obtient 100 M EUR le renforcement de ses infrastructures de télécommunication

Le 29 juillet 2024, l'opérateur de télécoms MTN Bénin a [signé](#) un accord de prêt syndiqué à hauteur de 65 Mds FCFA (98,8 M EUR) afin de renforcer ses systèmes de télécommunication,

d'étendre son réseau et de déployer de nouvelles technologies sur le territoire, notamment la 5G. La signature de cet accord de prêt a été réalisée avec les représentants de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et de la Banque Atlantique, qui ont contribué respectivement à hauteur de 20 Mds FCFA (30,4 M EUR) et 30 Mds FCFA (45,6 M EUR) au financement. A noter que 15 Mds FCFA (22,8 M EUR) supplémentaires ont également été mobilisés auprès d'autres institutions financières telles que la Société Générale, la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce (BIIC), et la Banque gabonaise et française internationale (BGFI).

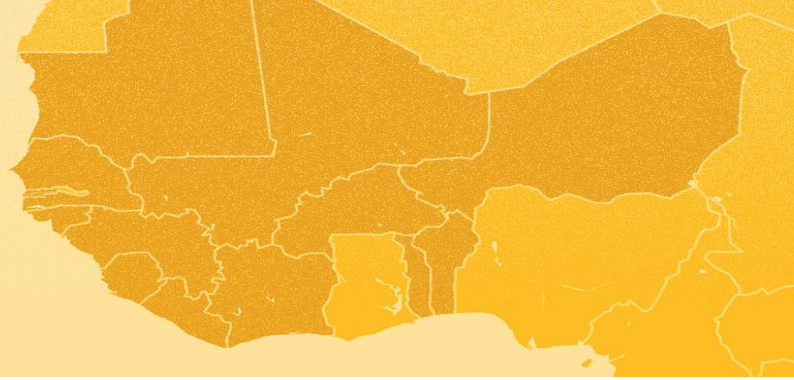
Burkina Faso

50 M USD de la BADEA pour l'approvisionnement en pétrole

Lors du Conseil des ministres du 31 juillet 2024, le gouvernement burkinabé [a adopté](#) la ratification de l'accord de prêt signé le 30 mai dernier avec la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA). Cet accord met à disposition du Burkina Faso une ligne de financement d'un montant de 50 M USD pour des opérations d'importation de produits pétroliers. De façon spécifique, il permettra entre autres : (i) l'importation d'un volume supplémentaire de 60 000 tonnes de pétrole par trimestre ; (ii) l'atténuation des tensions de trésorerie ; (iii) et l'accroissement de la marge bénéficiaire de la Société nationale burkinabè d'hydrocarbures (SONABHY) à hauteur de 19 Mds FCFA (31,5 M USD) sur la durée de l'opération.

L'Etat renouvelle le permis d'exploitation de la mine de Taparko

Le [Conseil des ministres du 31 juillet](#) dernier a approuvé un décret portant sur le renouvellement du permis d'exploitation de la mine d'or de Taparko par la société Taparko mining (TM), ainsi que la réduction de la



superficie de celle-ci. Ainsi, du fait de problématiques sécuritaires qui entravent l'accès à une partie de la mine et la mise en œuvre de l'exploitation, la société TM a renoncé à 488,7 km² de surface d'exploitation, le nouveau permis couvrant de fait une superficie de 182,1 km². Le permis d'exploitation de la mine a également été renouvelé pour une durée de 5 ans, avec une production attendue à 7,6 tonnes d'or sur toute la période. Avec cette opération, l'Etat burkinabè prévoit collecter 62 Mds FCFA (91,5 M EUR) grâce aux taxes et redevances minières, ainsi que 3,1 Mds FCFA (4,8 M EUR) au titre de la contribution au Fonds minier de développement.

Cap-Vert

Renouvellement de l'accord de pêche avec l'UE

Le 30 juillet 2024, l'Union européenne (UE) et le Cap-Vert ont [renouvelé](#) leur accord de pêche, permettant à 56 navires de l'UE (espagnols, français et portugais) d'accéder aux eaux cap-verdiennes jusqu'en 2029. La flotte européenne pourra capturer jusqu'à 7 000 tonnes de thon et d'espèces associées chaque année. En contrepartie, l'UE versera 3,9 M EUR sur la période, dont 430 000 EUR seront alloués au renforcement de la gestion, du contrôle et de la surveillance de la pêche durable au Cap-Vert et au soutien des communautés de pêcheurs locales. Toutefois, le président de l'Association des armateurs de pêche (Apesc) critique cet accord, le qualifiant de simple copie des précédents, sans avantages réels pour le Cap-Vert. Il souligne le manque de transparence et l'absence de bénéfices pour l'industrialisation et l'emploi dans le secteur de la pêche locale, mettant en cause la capacité des équipes cap-verdiennes à négocier efficacement. L'accord est en application provisoire depuis le 24 juillet, en attendant sa ratification officielle par les deux parties.

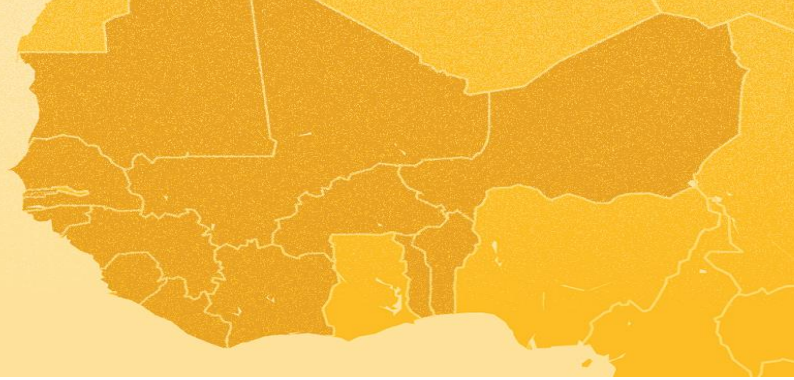
Côte d'Ivoire

Evolution mitigée de l'activité économique à fin mars 2024

Selon des communications adoptées [en Conseil des ministres le 1^{er} août 2024](#), l'analyse de la conjoncture au terme du 1^{er} trimestre 2024 fait ressortir une évolution mitigée de l'activité économique et financière. En effet, le secteur primaire, notamment l'agriculture industrielle et d'exportation, enregistre un repli, tandis que dans le secteur secondaire, la production industrielle a progressé de 6,1%, tirée par les industries extractives et des industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau. Au niveau des finances publiques, les recettes et dons ont été recouvrées à hauteur de 1 880,1 Mds (2,9 Mds EUR), soit un taux de recouvrement 97,8% par rapport à l'objectif visé. Toutefois, les recettes et dons ont connu une augmentation de 11,3% en glissement annuel. Quant aux dépenses, elles ont été exécutées à hauteur de 2 771,8 Mds FCFA (4,2 Mds EUR), soit un taux d'exécution de 102% par rapport à l'objectif visé. L'activité économique devrait se renforcer au cours des prochains trimestres, avec notamment la reprise attendue de la production de cacao et le redressement du BTP sous l'effet du renforcement des investissements dans les infrastructures publiques. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel est prévu à 7,2% en 2024.

Reprise de l'exploration pétrolière onshore

Le gouvernement ivoirien [a signé](#), le 30 juillet 2024, trois contrats de partage de production de pétrole onshore avec Elephant Oil. Ces contrats portent notamment sur les blocs pétroliers CI-520, CI-521 et CI-522 situés dans la zone Est de la Côte d'Ivoire. Après les découvertes récentes de gisements de classe mondiale, à savoir Baleine en 2021 et Calao en 2024, ces contrats viennent relancer l'exploration pétrolière et gazière onshore.



Selon le ministère du Mines, du Pétrole et de l'Énergie, les termes de l'accord sont tels que 52,5% des bénéfices seront reversés à l'Etat de Côte d'Ivoire. Et, sur les 47,5% restants, 80% reviendront à Elephant Oil, tandis que 20% seront reversés à la société publique PETROCI Holding, qui détiendra une participation de 20% dans le projet, dont une participation gratuite de 10%.

Bilan de la mise en œuvre du C2D au terme de l'année 2023

Le [Conseil des ministres du 1^{er} août 2024](#) a adopté une communication relative à la conclusion de la revue sectorielle 2023 des projets du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D). Tenue du 15 au 19 avril dernier, la revue a permis de relever avec satisfaction des résultats majeurs obtenus sur l'année 2023, avec notamment la livraison de projets de grande envergure tels que l'Hopital Général de Duékoué, les Centres Hospitaliers Régionaux de Guiglo et San-Pedro, les barrages réhabilités de Solomougou et de Tchalonni ainsi que le tribunal de Première Instance de Bingerville. A fin 2023, les décaissements cumulés pour la réalisation des projets du C2D s'élevaient à 1 375,4 Mds FCFA (2,1 Mds EUR) sur 1 453,6 Mds FCFA (2,2 Mds EUR) disponibles. De nouvelles conventions devraient être signées au cours du 2nd semestre 2024, notamment la convention Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique (23 Mds FCFA ; 35,1 M EUR), la convention Education de base (47,3 Mds FCFA ; 72,1 M EUR) et la convention Appui à la Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique (10 Mds FCFA ; 15,2 M EUR).

Guinée

Présentation de la LFR 2024

Durant la plénière du 31 juillet 2024 à l'hémicycle, gouvernement guinéen [a présenté](#) la Loi de finances rectificative (LFR) pour l'exercice 2024. Dans un contexte marqué par

les différents conflits internationaux, l'incendie du dépôt d'hydrocarbure de Kaloum et le démarrage du projet de Simandou, certaines hypothèses de la Loi de finances initiale (LFI) ont été révisées. Ainsi, la projection du taux de croissance pour 2024 a été révisé à 4,2%, contre 5,4% initialement, et l'inflation devrait s'établir à 10,3% contre 8,9%. Les prévisions de recettes budgétaires s'élèvent à 30 742 Mds GNF (3,3 Mds EUR) sur l'exercice 2024, soit une hausse de 2,7% par rapport à la LFI de 2024, et les prévisions des dépenses sont portées à 38 650 Mds GNF (4,1 Mds EUR), soit 2,6% de plus que les prévisions de la LFI. Ces nouvelles prévisions budgétaires portent le déficit budgétaire à 7 908 Mds GNF (847,5 M EUR), soit un déficit de 3,3% du PIB, contre 3,8% prévu initialement.

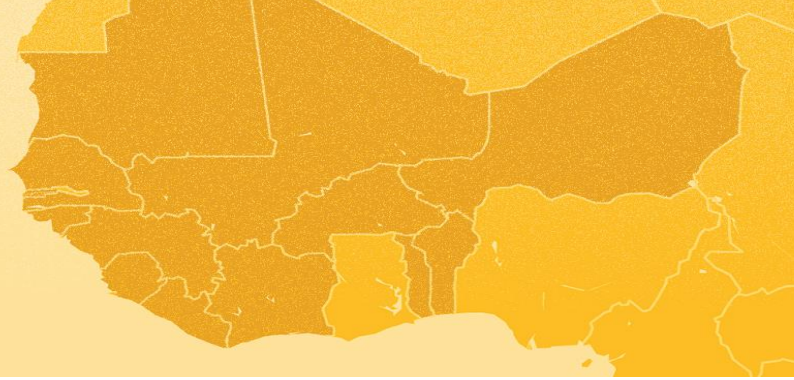
Accord pour la fourniture des wagons du projet Simandou

Le 30 juillet dernier, l'entreprise SimFer, coentreprise entre la République de Guinée, Rio Tinto et Chalco Iron Ore Holdings, [a signé](#) un contrat de commande de locomotives auprès de la société américaine Wabtec Corporation, à hauteur de 277 M USD. Cet accord prévoit la fourniture de locomotives ES43ACmi pour le transport de minerai de fer sur un chemin de fer de plus de 620 km, entre la mine de Simandou et le port de Morebaya. Pour rappel, le chemin de fer TransGuinéen et l'infrastructure portuaire du projet Simandou sont développés par la République de Guinée, SimFer et Winning Consortium Simandou (WCS).

Niger

Lancement d'un programme en faveur de l'agriculture et de l'élevage

Le 29 juillet 2024, les autorités nigériennes et les représentants de la Banque mondiale [ont signé](#) un protocole d'accord relatif à la mise en œuvre du programme de modernisation du secteur de l'agriculture et de l'élevage au Niger. Ce programme sera réalisé en 3 phases et est



financé à hauteur de 1 Md USD, dont 350 M USD immédiatement disponibles. Il a pour objectif d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de renforcer la résilience climatique et d'améliorer la productivité.

Sénégal

Hausse du résultat net de la Sonatel de 30% en g.a au 1^{er} semestre 2024

Au 1^{er} semestre 2024, le groupe Sonatel a [enregistré](#) une amélioration significative de ses performances financières, avec un chiffre d'affaires en hausse de 10,5% en glissement annuel (g.a), atteignant 877,7 Mds FCFA (1,3 Md EUR). Cette progression a été portée par les segments data mobile (+16,9% en g.a), haut débit (+20,4% en g.a) et mobile money (+15% en g.a), fruit d'investissements à hauteur de 134,5 Mds FCFA (205 M EUR) dans l'amélioration des réseaux et l'expansion du parc client. Le résultat net quant à lui a crû de 29,6% en g.a. La société prévoit de renforcer ses activités et sa digitalisation pour maintenir sa position de leader dans les cinq pays (Sénégal, Mali, Guinée, Sierra Leone et Guinée-Bissau) où elle opère.

Baisse des exportations de 6,5% en g.a sur le 1^{er} semestre 2024

Selon un bulletin de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), les exportations de biens s'élèvent à fin juin 2024 à 1 651,5 Mds FCFA (2,5 Mds EUR), en baisse de 6,5% par rapport au 1^{er} semestre 2023, tandis que les importations ont atteint 3 399,2 Mds FCFA (5,2 Mds EUR), soit une légère hausse de

0,6% en glissement annuel. Sur le 1^{er} semestre 2024, les principaux biens exportés sont les produits pétroliers (19,3% du total des exportations), l'or (15,2%) et l'acide phosphorique (7,7%). Quant aux principaux biens importés, ils sont constitués par les produits pétroliers (29,9% du total des importations), les machines et appareils (12,7%) et le riz (4,2%). Les principaux clients au cours de la période sont le Mali (20,1% du total des exportations), la Suisse (14,8%) et l'Inde (10,1%) tandis qu'au niveau des fournisseurs, la Chine (12,2% du total des importations) occupe la 1^{ère} place, suivie de la France (9,6%) et de la Russie (8,1%).

Togo

2,4 M USD en faveur de la production maraîchère

Le 26 juillet 2024, le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et la Coordination togolaise des organisations paysannes (CTOP) [ont signé](#) un accord de don de 2,4 M USD pour la mise en œuvre du Projet de soutien à la promotion du maraîchage agroécologique paysan au Togo (ProsmAT). Ce dernier [vise](#) entre autres (i) à améliorer les rendements et la qualité des légumes ; (ii) à faciliter la commercialisation des produits maraîchers agroécologiques et (iii) à soutenir les unités de transformation portées par des coopératives. Le projet devrait toucher près de 10 000 agriculteurs, dont 58% de femmes, sur une durée de 40 mois.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et de Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)